

Discussion dans un café du Vieux-Québec.

Autour des livres de J. Beauchemin, J.-Y. Thériault et J. Létourneau[1]

Me promenant par les belles rues sinueuses du Vieux-Québec en cherchant vaguement à perdre du temps, j'ai fait tout dernièrement une rencontre aussi agréable que fortuite. Un ami de collège, perdu de vue depuis longtemps, bondit hors du temps à l'angle d'une impasse, aussi surpris que moi. Il n'en fallait pas plus pour que nous décidions d'aller prendre un verre ensemble à la santé de nos années de carabins. Je me souvenais du bonhomme comme d'un étudiant boulimique, un grand lecteur qui caressait quelque espoir de se lancer un jour dans la politique active. Il n'avait point changé et cela allait faire mon bonheur de ce jour-là. Sitôt assis ensemble sur le banc d'un café, ne voilà-t-il pas que mon ami se lance dans un discours enflammé sur la situation du Québec en invoquant ses plus récentes lectures. Sa mémoire prodigieuse le servait bien et, à l'occasion, il ne se privait pas de me réciter des passages entiers pour appuyer ses dires.

— Mon métier de professeur ne me permettant pas de lire de livres, lui dis-je, puisqu'il faut que je m'occupe exclusivement de recherches, je m'excuse de n'avoir pu rester au courant des dernières publications des auteurs québécois.

— Quoi! me lance-t-il. Comment! Mon cher Gilles, je suis désolé de te l'apprendre, mais aujourd'hui les idées bouillonnent, les débats se multiplient, la vie intellectuelle, après une accalmie dont nous croyions ne devoir jamais sortir, reprend vie. Nous sommes, je le crois bien, à l'orée d'un dénouement historique. Les ouvrages les plus percutants, les plus forts, les plus graves s'accumulent.

Perplexe, je ne savais trop que répondre. La montée de l'ADQ dans les sondages, le système de parti unique instauré au niveau fédéral, la gestion immobile et gluante d'une petite vie commune déficitaire, la fulgurante fuite en avant des pollutions globales, chimiques et spirituelles disaient certains journaux, rien de tout cela ne m'avait préparé à recevoir une aussi extraordinaire nouvelle.

— Quelles sont donc, m'enquerais-je, ces livres dont tu parles et qui méritent notre attention? Parle, parle, ô cher ami, je brûle de l'apprendre.

— Pour le peu que je sais en juger, il me semble que les livres de Beauchemin, de Thériault et de Létourneau sont à retenir du lot des publications sorties récemment des presses. J'oserais même dire qu'ils forment autour de l'ancien Canada français une sorte de triangle de la défense rapprochée! Rejetant d'un même mouvement les apostasies d'un Gérard Bouchard, que tu dois certainement connaître, ces trois auteurs s'entendent joyeusement pour ne plus avoir honte de leurs racines et pour chercher à tirer de leur sève le meilleur avenir possible.

— En cette époque de l'égotisme jovial, ne pas avoir honte de soi devrait faire partie des droits

protégés par la Constitution. Mais comment est-on passé, dis-moi, du « *Speak white* » des années 1970 au « *French pea soup is beautiful* » des années 2000?

— Eh bien, pour te l'expliquer, je commencerai par te parler de Jacques Beauchemin, lequel vient de lancer dans la mare de nos réflexions nationales un essai d'interprétation de l'histoire intellectuelle récente du Québec qui n'a pas fini de faire des ronds. *L'histoire en trop*^[2] propose rien moins que de restructurer l'argumentaire souverainiste d'une manière raisonnable et équilibrée. Pour cela, il veut donner au Canada français un rôle central dans la quête d'autonomie d'une société québécoise ici réconciliée avec elle-même par les soins d'une parole généreuse. Exposant, comme son sous-titre l'indique, « la mauvaise conscience des souverainistes québécois », l'ouvrage cherche à libérer le « Nous » franco-québécois des impasses douloureuses où les souverainistes l'ont entraîné par crainte des accusations de « nationalisme ethnique ». Par le moyen d'une approche douce et civile des divers argumentaires en présence, Beauchemin veut redonner aux Franco-Québécois d'héritage canadien-français le droit d'invoquer sans mauvaise conscience le capital mémoriel qui est le leur dans la justification de leurs projets d'indépendance, d'autonomie, d'affirmation, d'existence ou de bonheur. Cette recherche des mots et des idées justes devrait permettre de faire et de pacifier un « sujet politique » québécois autour des trésors cachés de tolérance qui gisent enfouis au creux des orientations éthiques du Canada français. Elle devrait aussi mettre un baume sur les angoisses provoquées par la « société des identités ». Ainsi seulement le futur sujet politique québécois pourra-t-il se donner une expression institutionnelle adéquate, démocratique et ouverte au pluralisme. Le « sujet politique » devant, selon Beauchemin, préexister à son œuvre, la première tâche de la pensée est de reconnaître les ingrédients qui devront entrer dans sa composition et d'indiquer à grands traits le protocole de leur combinaison. Fournir la recette du « Nous » qui fait défaut au Québec, rouvrir ensuite sur cette base les portes de la politique, tel est le travail essentiel qui s'amorce dans cet ouvrage.

— Démocratie, ouverture, pluralisme, avec de pareils ingrédients jetés dans la gueule du creuset, la coulée québécoise devrait être du meilleur aloi. Mais les critiques ne disent-ils pas, cher ami, que l'histoire du Canada français ne saurait s'ouvrir aux récits des autres qu'à la condition, soit de les dissoudre en elle, soit de se dissoudre en eux? Comment Beauchemin va-t-il réussir à donner satisfaction à tout le monde et à unir ses ingrédients dans la marmite mémorielle s'il est vrai qu'au départ ils s'y tiennent l'un à part l'autre comme huile et vinaigre? Si, d'un côté, pour Beauchemin, penser la souveraineté du Québec comme rupture avec l'histoire du Canada français — comme on l'a déjà trop fait — c'est enlever sa raison d'être à ce projet; et si, de l'autre côté, réclamer cette indépendance en tant qu'aboutissement du roman canadien-français revient à exiger des non-Canadiens français un renoncement identitaire qui en rend illégitime la réalisation, il demeure un problème qui me semble, bien humblement, irréductible : comment, dans une société pluraliste, mobiliser au service de tous la mémoire de chacun sans méconnaître celle de personne? Si tu vois ce que je veux dire.

— Très clairement, même. Car tel est précisément le problème auquel Beauchemin s'est attaqué et pour lequel il nous offre une solution de grande envergure : il s'agit, pour reprendre ses propres mots, de refondre le sujet politique grâce à la « réconciliation des récits concurrents » dans un « compromis narratif raisonnable ». C'est ainsi que notre auteur réussit à trouver la solution de la quadrature du cercle dont le manque a empêché jusqu'ici la formation d'un nouveau sujet québécois capable de donner une assise culturelle unifiée à une éventuelle politique québécoise.

— Il fallait en effet y penser. C'est, à première vue, lumineux. Mais je m'interroge encore : en tournant ainsi, fort élégamment selon ce que tu en dis, autour des « négociations mémorielles » devant mener à un compromis narratif raisonnable, le remède décrit par Beauchemin pour refondre le sujet politique unitaire au-delà du pluralisme identitaire ne renoue-t-il pas un peu plus haut le nœud gordien que son essai devait trancher? Cher ami, éclaire-moi, car je suis perplexe. En menant à la formation d'un nouveau sujet politique capable d'agir politiquement, cet « acte » politique de négociation

mémorielle donne cependant l'impression d'anticiper sur son propre résultat et de fonder sur une anticipation la possibilité même de l'acte politique qu'il est pourtant déjà! A-t-on beaucoup avancé ici sur le contrat social de jadis dont l'effectivité devait donner vie à ses signataires? Dis-moi un peu : quel est donc cet acteur politique qui commettra l'acte de la négociation qui pourtant lui donnera naissance?

— Tu n'as rien perdu depuis le collège, je le vois bien, de ton esprit critique mais j'ai peur que tu n'en aies rien tiré non plus. Gilles, tu ne réussiras pas ici à prendre Beauchemin en défaut. Tu as raison à première vue, la chose ne laissant pas d'être troublante : chez notre auteur, apparemment, le sujet politique devrait préexister à sa propre capacité d'agir politiquement, car c'est justement d'un acte politique (le compromis narratif) qu'il doit obtenir son existence! Dans un essai entièrement centré sur la notion de sujet politique (ce « nous universaliste » dont le pouvoir se réclame pour imposer des normes et où les conflits se trouvent surmontés, dit Beauchemin), on pourrait croire que l'auteur se donne en sous-main le sujet politique dont il obtient l'acte de réconciliation mémorielle qui préside à sa propre naissance! Mais taratata! Beauchemin est plus fin que cela. La pétition de principe de son essai se dissipe dès que l'on s'avise du fait que son projet ne concerne pas les conditions de la « fondation » du sujet politique québécois mais bien, comme tu l'as dit toi-même, celles de sa « refondation ».

— Je ne comprends pas bien et tout cela me laisse dans le noir. Explique-moi, je t'en prie, que j'y voie plus clair.

— Entre « fondation » et « refondation », la nuance est pourtant importante. Car elle permet à Beauchemin de tabler tout à son aise sur le fait qu'un sujet politique *imparfait* est déjà à l'œuvre dans l'espace québécois, et de soutenir que c'est « lui » qui devra anticiper sur son devenir quand il entrera dans la négociation mémorielle où il se transformera en profondeur. Bref, sans un sujet politique préalable pour commettre l'acte de la refondation, nulle refondation n'est possible, je te l'accorde. En ce sens, le livre de Beauchemin est la description de l'acte d'un sujet politique au matin de son autodépassement. Rien de moins! Et quel est le sujet politique qui se lève dans cet essai, à l'appel de Beauchemin, pour négocier sa propre mutation? C'est le Canada français de Fernand Dumont, dit Beauchemin, avec sa substance, sa subjectivité, son projet de durer, sa sociabilité, son affabilité, sa tolérance et son communautarisme. Tout simplement.

— Prodigeux! Il fallait y songer. Un soi qui *décide* de devenir autre! Rimbaud avait tout faux, lui qui croyait que le Je était un autre par nature. Mais dissipe un dernier doute : n'est-ce pas justement cette mutation du Canada français en société québécoise qu'a vu se produire la seconde moitié du xx^e siècle? Beauchemin n'est-il pas en train d'inventer dans sa tête un événement qui a déjà eu lieu dans le réel et d'annoncer, *post festum*, un miracle qui appartient à l'histoire?

— Mais non. Le geste dont tu me parles ne fut que rupture, oubli et déni. Ce qu'il nous faut c'est une projection vers l'avant qui soit fondée sur la reconnaissance et la reprise de ce qui fut abandonné derrière! Et la reconnaissance, tu devrais le savoir, ne peut être obtenue que de « l'Autre ». Aussi, quand l'auteur énonce en terminant les conditions préalables à cette négociation mémorielle multipartite, quand il fait valoir le capital de bonté que le Canada français apporte à cette négociation, quand il montre la richesse démocratique du terreau culturel que le Canada français déposerait telle une dot au pied de ce « compromis raisonnable », quand il appelle à faire confiance à ce sujet canadien français auquel sa longue survivance a enseigné la tolérance et quand il montre les beaux avantages que les autres identités participant aux négociations mémorielles pourraient tirer d'une franche reconnaissance du communautarisme des Franco-Québécois d'héritage canadien-français, on comprend que « l'acte politique par excellence » (qui est « l'écriture » de l'histoire) ne fait que commencer.

— Cela ne revient-il pas, pour l'auteur, à se faire le procureur général du sujet politique canadien-français, son publiciste et son chargé d'affaire?

— Oui-da. Et c'est pourquoi son mandat général, qui est de produire sur la base du capital éthique accumulé par toutes les identités impliquées « un sujet politique québécois capable de parler au nom de tous », devrait nous inciter, toi et moi, à lui souhaiter la meilleure des chances. En faisant valoir aux yeux des autres protagonistes de la négociation que l'histoire du Canada français est une « plus-value » pour le Québec à naître, en faisant reconnaître sa valeur et aimer sa substance, Beauchemin enclenche l'écriture d'une nouvelle histoire du Québec, cette ultime mais authentique condition gagnante de son avenir.

— Et cet avenir, bien évidemment, sera la souveraineté du Québec.

— Attention! Soyons précis : l'avenir pourra être, *ou ne pas être*, la souveraineté du Québec! Car cette alternative, mon cher Gilles, est encore indifférente au sujet politique à naître, lui dont ce sera le premier acte que de disposer de cette question. Personne ne pouvant présumer de la décision d'un être en gestation, il faut donc commencer par suspendre les débats autour de ce *casus belli* qu'est l'indépendance.

— Ciel! Il fallait me dire cela en commençant! Je t'ai écouté jusqu'ici sans me rendre compte que j'étais coincé dans une définition fautive de ce fameux *Nous* politique. J'y voyais une sorte de fiction conflictuelle toujours en jeu, une invention doctrinale que l'on se dispute pour justifier une orientation politique contre une autre. Je croyais que *le* sujet politique était par nature l'objet même du conflit et du désaccord alors que tu me parlais de suspendre le conflit pour *d'abord* former le *Nous*...

— ... par une négociation amicale...

— ... afin de revenir ensuite, sur la base de l'unité d'un vrai *Nous*...

— ... aux questions politiques, susceptibles de *Nous* diviser!

— Comment donc, m'écriais-je, ne pas se rallier à une position si juste, si raisonnable, si belle et si rusée! Ah! mais c'est qu'il faut faire lire *L'histoire en trop* à tous les intellectuels du Québec! Leurs anciennes convictions ne pourront qu'en être chavirées. Moi-même, je suis bouche bée et je m'accuse de ne pas l'avoir lu plus tôt. Faire de l'indépendance l'élément d'une politique fut une erreur car, loin de mener à la formation d'un nouveau *Nous*, elle a conduit à son avortement.

— Ici, mon cher Gilles, tu vas trop vite en affaire et ton enthousiasme de néophyte t'aveugle. Il n'est pas certain, loin de là, que les irréprochables intentions de ce programme rallieront l'ensemble de ceux qui sont engagés dans l'effort de trouver, au Québec, des compagnons de route favorables à ce retour en force du Canada français et de sa substance, un retour qui annonce son dépassement. D'autres auteurs font une chaude concurrence à Beauchemin, certains trouvant même qu'il ne remet à l'ordre du jour la mémoire du Canada français que pour la bazarder de nouveau dans une mutation.

— Comment osent-ils?

— Ils osent mon ami, ils osent.

— Mais qui donc continue d'écrire et de penser maintenant que Beauchemin a parlé? Je veux des noms. Qui croit encore avoir quelque chose à dire alors qu'il faut travailler tous ensemble à favoriser des compromis mémoriels et à élaborer de grands récitatifs généreux?

— Tu m'excuseras, mais ne faut-il pas être un peu fou pour croire si facilement, comme tu le fais maintenant, à l'unanimité du Québec autour de la question nationale?

— Tu m'excuseras toi aussi mon cher Jean-Pierre, mais je trouve que tu t'y connais un peu trop bien en matière de douche écossaise.

— D'ailleurs, Beauchemin lui-même reconnaît cette pluralité des voix. Aussi engage-t-il la discussion avec Jocelyn Létourneau[3] et Gérard Bouchard[4]. En cours de route, *L'histoire en trop*

croise les visions, plus institutionnelles, de Claude Bariteau[5] et de Michel Seymour[6]. Beauchemin raisonne en sympathie avec les idées de Joseph-Yvon Thériault[7], il prend acte de celles de Jocelyn Maclure, il dialogue franchement avec les représentants des identités plurielles que sont ici Jean-Pierre Derriennic (le club de golf), Marc Angenot (le ressentiment) et Régine Robin (la souche).

— Diable, voilà bien du monde dans cette étable!

— Tu l’as dit. D’ailleurs, toutes ces enquêtes menées récemment au pays fantastique des origines instaurent, en le découpant de leurs différences et de leurs différends, un champ discursif d’une belle complexité où le chassé-croisé des auteurs donne sa consistance à un nouveau type de récit, le grand récit de la métacritique identitaire. J’ai lu cela dans une recension. Occupant le lieu vide des grands récits totalisants et totalitaires de jadis, la question identitaire, véritable maison de rendez-vous des racines (individuelles et collectives, avec ou sans souche), est aujourd’hui le lieu d’un bricolage dialogique ouvert où se frottent les techniques les plus incisives de la déconstruction. Le subtil entrecroisement des fils d’Ariane, le tricot serré des arguments, les souples envolées vers les soleils de l’avenir et l’esprit d’un Dumont passéiste qui se cache en quelque sombre repli du labyrinthe, tout concourt à donner à ce travail d’équipe l’allure tragique qui convient à notre époque.

— Mais enfin, que me rabotes-tu là?

— Gilles, tu crois que je t’ai tout dit alors que je n’ai fait que soulever un coin du voile.

— Sur la magie noire, j’en ai peur. Et j’ai peur aussi que tu n’aies lu trop de livres portant sur le même sujet.

— Je ne suis pourtant moi-même qu’un débutant. Seuls quelques ogres sont parvenus à dévorer la totalité de cette littérature.

— Je n’en crois rien. Personne ne s’y risquerait.

— Pourtant cela a été fait. Et point par n’importe qui! Dans *Critique de l’américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, la discussion des thèses portant sur la nation, le peuple, la race, la communauté, la société, l’histoire, la mémoire, le sujet, la substance, l’intention, la culture, l’héritage, les racines, l’ethnie et la tradition confine à l’exhaustivité. Pas le plus petit morceau d’opinion sur l’une ou l’autre de ces choses qui ne soit dans cet ouvrage présenté, discuté, exécuté ou partagé, le tout au fil d’une écriture franche et directe qui porte la virile revanche du Canada français dans tous les recoins de la mauvaise conscience de l’intelligentsia modernisatrice. Au total, c’est près de 400 auteurs, la plupart récents et la plupart « nationaux », que Joseph-Yvon Thériault cite à comparaître dans cette vaste étiologie du mal québécois, un mal québécois dont il trouve chez Gérard Bouchard la forme achevée.

— Pour réussir ce tour de force, il fallait une volonté prométhéenne. Que cherchait donc Thériault chez tous ces auteurs qui réclamait une telle dépense d’énergie et une enquête si tatillonne? Voyait-il, comme Beauchemin, la société québécoise incertaine d’elle-même et cruellement incapable de dire « Nous » pour parler d’elle?

— Pire! Il la croyait de plus rongée de l’intérieur et massivement livrée en pâture aux sirènes de l’américanité par la faute des intellectuels.

— Quelqu’un qui s’attaque aux intellectuels!? Au moins cela nous changera de ton panégyrique.

— Tu me comprends à l’envers, mon ami. Lorsque Thériault obtient dans son livre une condamnation sans appel de ceux qui ont voulu fonder une société sur la rupture avec la minorité nationale catholique francophone, il prend, plus que tout autre, les intellectuels au sérieux. Mieux : il les prend pour la réalité! Ayant rejeté l’expérience démocratique séculaire de la nation française de jadis, écrit-il, ayant dispersé sa subjectivité communautariste, sa substance culturelle française et son

intentionnalité nationale aux quatre coins de leur modernisation, les intellectuels du Québec se retrouvent aujourd'hui devant un fait accablant : ils ont livré cette « communauté » à l'Amérique étasunienne, incapables maintenant de montrer le chemin vers l'avenir parce qu'ils ont tué le passé!

— Pour lui aussi donc, si je te suis bien, la question du Canada français n'est pas réglée. Et je gagerais que, pour lui également, il est urgent de retrouver la trace vivante de cette nation minoritaire d'Amérique pour redécouvrir le sens de l'endurance, de l'espérance et de la fidélité qui, seul, peut donner aux petites sociétés minoritaires la capacité de durer! Voilà bien ce que tu t'apprêtes à me dire, n'est-ce pas? C'est avec le défaut constitutif de la société québécoise, avec la tache originelle de la rupture, que tu veux me torturer encore?

— En plein dans le mille! Vindictif à juste titre, du moins si l'on se fie au ton qu'il adopte, c'est néanmoins en justicier digne et généreux que Thériault accuse les intellectuels d'avoir abandonné la proie pour l'ombre en abandonnant la nation française du Canada au profit d'une chimérique société québécoise. L'histoire lui donne d'ailleurs entièrement raison, puisque ces intellectuels reçoivent aujourd'hui, avec les défaites qu'ils encaissent et les critiques qui s'abattent sur eux, le châtiment qu'ils se sont mérités.

— Je regrette fermement de ne pas avoir lu le livre de Thériault en 1960 — ou avant! —, quand il était encore temps de ne pas s'engager sur la route où le Canada français fut égaré.

— Pourtant, cher Gilles, Thériault affirme qu'aussi tard qu'en 1980, il était encore possible de revenir sur cette funeste volonté de rupture. L'échec référendaire d'alors ayant montré « l'impasse d'une identité cherchant à se délester de toute référence à une substance » tout en maintenant, « au nom de cette identité, un projet de souveraineté nationale », nous aurions dû comprendre qu'il nous fallait abandonner le projet d'indépendance; mieux encore, nous aurions pu, à ce moment-là, faire marche arrière et revenir à l'ancienne politique de la nation française d'Amérique afin d'établir un nouveau partenariat avec le Canada qui aurait assuré la survivance de cette nation minoritaire dans la forme d'un archipel de petites sociétés dispersées mais unies.

— Je m'aperçois de notre erreur et je regrette sincèrement notre peu de lucidité. Que voilà une pensée hardie, mais une pensée combien douloureuse! Car d'apprendre que c'est sous la férule des intellectuels que nous avons embrassé la lubie de 1960, et encore sous leurs directives que nous avons persisté après 1980, me jette littéralement dans la honte. Et maintenant, voit-il quelque part le chemin d'un possible retour?

— Peut-être, mais la pensée de l'américanité et de la modernité a causé de très nombreux dommages. Cette pensée forme selon Thériault une nébuleuse informe où les tendances les plus postmodernes des « arts artistiques » actuels se combinent avec la sociologie positiviste, avec le révisionnisme historique et avec l'éthos d'une nouvelle classe des affaires favorable au continentalisme, au métissage et à la modernisation sans limite.

— Tout se tient, je le vois maintenant trop bien.

— Mais trop tard! Dans son noyau dur, le plus absurde, la pensée de l'américanité et de la modernisation est devenue une sorte de théorie de l'expérience historique anormale du Canada français, compris par elle comme minorité nationale réfugiée dans des institutions cléricales octroyées par l'*Indirect Rule*. C'est donc par le moyen d'un récit de l'anomalie canadienne-française que les modernisateurs ont oblitéré le fait que le Canada français était déjà moderne et démocratique et qu'ils ont, sur cette base, ouvert la voie à son américanisation postmoderne. Un détour par l'histoire que les modernisateurs racontent dans les écoles te fera mieux comprendre de quoi il retourne. Tu me le diras si je suis trop long.

— Parle tout ton saoul. Je commande une autre pression qui te viendra en aide.

— Selon les modernisateurs et les américanisants, 1760 va marquer le début d'un changement de régime dans le développement social du Canada, changement qui va entraîner les Canadiens d'alors dans un processus de marginalisation économique, de minorisation démographique et de résistance politique qui va conduire aux défaites de 1837-1838 et, de là, à la formation, près d'un siècle après la Conquête, du Canada français *proprement dit*. Coupé en partie de ses sources culturelles par le développement de la colonie britannique où il se trouve transplanté de facto, faiblement pourvu d'institutions sociales de base et minoritaire dans les institutions politiques octroyées par l'empire, le Canada français, disent les penseurs de l'américanité, se repliera alors sur ses institutions cléricales, le seul appareil de régulation interne de conséquence à avoir survécu (grâce au principe de liberté religieuse avoué par l'Empire) à la radicale transformation de l'ancienne colonie française. Ayant à Rome ses autorités supérieures et dans la droite européenne l'inspiration de la civilisation qu'elle incarne et représente, cette institution religieuse va voir alors proliférer par centaines les communautés et les fondations privées vouées à l'encadrement et à la survivance du Canada français, le tout dans une période où le rétrécissement des possibilités économiques ouvertes à cette minorité nationale la lançait dans une vaste entreprise de recolonisation agricole des marges de l'empire commercial du Saint-Laurent ou, pire, qui chassait ses enfants vers le tampon industriel de la Nouvelle-Angleterre.

J'écoutais sagement cette leçon d'histoire pendant que mon ami, la bière aidant, s'échauffait de plus en plus en défilant son discours. Il avait oublié pour un instant toute retenue et gesticulait sans égard pour la tranquillité des autres clients du café.

— C'est dans cette structure faite de reculs et de replis, prétendent les défenseurs de la doctrine qui nous occupe, que prendrait racine le clivage où ils veulent voir le défaut fondamental de ce Canada français dont ils ont réclamé l'abolition depuis une cinquantaine d'années. Officiellement cantonnée dans le domaine privé de la vie religieuse et dans les institutions de la société civile où elle s'exprimait, l'élite cléricale du Canada français était idéologiquement mal armée pour jouer le rôle sociétal immense qui était le sien, aussi bien lorsqu'elle tentait d'encadrer les premières expériences de prolétarisation à la fin du XIX^e siècle que lors des dernières grandes campagnes de la reconquête du sol, au milieu du XX^e siècle. Principal bastion des arts et des sciences au sein du Canada français, serviteur de l'alphabétisation populaire et maître de la grande école, pourvoyeur des secours de toute nature réclamés par le corps et par le cœur, pépinière de clercs, d'idées et de doctrines importées d'Europe pour donner forme à la mise en commun des efforts dans tous les domaines de la vie, le clergé, loin d'être l'expression, *naturelle et locale*, de l'expérience collective qu'il voulait servir et dominer, était idéologiquement suspendu à l'Église universelle qui rayonnait depuis Rome. Pire, disent-ils : toutes ses ressources spirituelles et intellectuelles (et une bonne partie de ses ressources humaines) appartenaient en fait au catholicisme post-révolutionnaire d'Europe et au conservatisme moderne formé avec Joseph de Maistre. Le rôle de ce clergé auprès du peuple (qui supportait ses institutions en y trouvant en retour un refuge collectif) avait en toute occasion un caractère pédagogique et s'exerçait de haut en bas. Parce que l'Église devait donner son unité à ce qui était sur le terrain une nouvelle expérience collective de la dispersion, de la redécouverte et de l'adaptation, et parce qu'elle devait le faire sans disposer tout à son aise des pouvoirs impératifs de la législation, elle fut bientôt condamnée à faire régner sur le peuple une discipline normative délirante, une discipline destinée à compenser la précarité de sa position légale et fiscale.

— Ne disait-on pas au Moyen Âge : « Qui cherche protection trouve domination » ?

— Voilà bien l'axiome sur lequel les sycophantes de la modernisation, au moins depuis Trudeau, voudront fonder leur dénonciation du Canada français. D'autant plus que, selon leur récit à charge, la discipline normative que l'Église ordonnait et l'idéologie « traditionaliste » qui l'autorisait (au mépris du peuple) à poser Dieu comme le « souverain » réel, lui permettaient de régler l'agir des fidèles jusque dans l'arène politique de la « démocratie », définie par elle comme l'accessoire

secondaire de fidélités spirituelles supérieures. Dans l'autre sens, disent ces modernisateurs haineux, les mots et les émois quotidiens qui montaient des travaux et des jours de cette minorité nationale précaire (occupée au ras du sol à réinventer sa place en Amérique) arrivaient rarement jusqu'à faire parole, poésie ou expression, bloqués qu'ils étaient « en haut » par des formes idéologiques importées. Pire : la quête d'un salut purement individuel, recherché dans une piété hors du monde ou, à l'inverse, dans l'indépendance face au collectif que donne le succès matériel, n'étaient tolérée par l'Église qu'à titre exceptionnel et le plus souvent utilisée comme repoussoir. La place de la parole étant tenue en haut par des parvenus élevés par l'Église à la « dignité », c'est le discours eschatologique du combat spirituel d'un peuple catholique qui, surmontant la dispersion de ce peuple dans une mosaïque de niches les plus diverses, encadrait ses adaptations profanes aux terres périphériques et au capitalisme anglo-saxon. D'où le fait que le Canada français ne fut, pour les idéologues de la modernisation, que domination mortifère auto-infligée, mise en place à la faveur des circonstances et reconduite ensuite grâce à la fausse conscience qu'elle produisait.

Voilà donc, pensais-je à part moi, l'affreuse construction dont nous avons été nourris par les modernisateurs depuis 50 ans, l'affreux mensonge qu'il a fallu nous inoculer pour nous inciter à rompre avec l'héroïque nation française d'Amérique : un peuple aurait été tenu ensemble par les bureaucrates d'une religion! Voilà donc comment ils nous ont expliqué l'écart idéologique où se seraient perdus pendant près d'un siècle les mots et la sensibilité d'une soi-disant nouvelle expérience « américaine » issue de la Conquête!

— Mais, me risquais-je à demander à mon ami, cela ne veut-il pas dire aussi que, selon les prêtres de la modernisation, la société neuve qui s'est déployée en silence sous des appareils normatifs écrasants n'a été tenue ensemble, et en vie, que par la répression doctrinaire de sa vérité « américaine » sous-jacente? Et que le génie réel du peuple a été retourné comme un gant en une sorte de monument de fausse conscience?

Mon ami eu un sourire complice.

— Tu as compris, me répondit-il. Se saisissant de la pensée de Fernand Dumont, qui était l'un des leurs, les tenants de...

— (Dumont au service du mensonge modernisateur!!!)

— ... la modernisation par le bas prétendront expliquer l'insistance de ce dernier sur l'écart entre la culture première et la culture seconde. Ils voudront faire leurs les colères de ses années de collègue, quand il vouait aux gémonies le cléricalisme ossifié et les mots creux de la bourgeoisie aliénée qui lui était associée.

— Et j'imagine que, selon les auteurs de ce courant de pensée, c'est l'américanité réelle de la société qui, trop longtemps refoulée, voudra remonter vers les formes de la haute culture et qui se traduira dans les années 1950 et 1960, notamment, par un renouveau de la parole poétique vouée à combler « le silence de nos pères »? C'est encore, j'imagine, cette expérience collective sans nom, cette petite vie américaine trop longtemps sans voix et sans expression, qui se jettera finalement à la face du public avec les chansons de la québécoïté, d'abord, avec les romans de l'aliénation et le théâtre joualisant, ensuite, puis finalement avec cet enfant venu au monde idiot et sans mémoire à 21 ans révolu et confié aux soins d'une école de *stand-up comic* américain qui avait établi ses pénates dans un ancien collègue classique?

— Mon cher Gilles, tu l'as dit! Voilà d'ailleurs la formule suprême des modernisateurs, celle que Thériault a voulu dénoncer une fois pour toutes : tout ce qui ne va pas dans notre société, les modernisateurs le mettent sur le dos du Canada français alors qu'ils devraient en rendre responsable le *rejet du Canada français*. Quand ils voient, par exemple, que notre vie collective a perdu d'un seul

coup le sens qui lui venait d'en haut et qu'elle paraît maintenant étrangère à tout idéal, ils ne disent pas que c'est parce que nous avons fait l'erreur de liquider le Canada français; ils disent plutôt que c'est parce qu'il fallait se libérer d'une doctrine parasitaire. Voilà pourquoi, selon eux, le Québec devrait maintenant se réconcilier avec sa réalité américaine sous-jacente et lui donner une expression doctrinale adéquate afin de faire taire les babillages sauvages qui sont montés en lui (tels des fantasmes obscènes trop longtemps réprimés) au moment de l'effondrement du Canada français. Car c'est à cette seule condition, disent enfin les thuriféraires de l'américanité, que l'on pourra donner une âme nouvelle au projet politique que la société québécoise a rescapé du Canada, le projet politique des Patriotes, celui-là même que l'Église aurait trahi.

— Rien de moins que l'absurdité : on demande donc à la mémoire de sauter par-dessus le Canada français au nom de la vraie réalité, la réalité qui vient du sol américain, la réalité « objective » que l'idéal catholique aurait fait taire! J'ose croire que la critique à laquelle Thériault soumet le fatras d'arguments des modernisateurs est impitoyable.

— Je ne te le fais pas dire. Prenant appui sur le fait que certains des ténors de l'américanité ont donné à penser que l'anomalie du Canada français se trouvait tout entière du côté de sa superstructure idéologique alors que d'autres, non moins influents, se sont fait forts de montrer, en contrepartie, la parfaite normalité des développements sociaux sous-jacents (industrialisation, urbanisation, modernisation culturelle et compagnie), Thériault va pouvoir réfuter l'insidieuse dialectique de la normalité et de l'anomalie qui se trouve ainsi postulée, en montrant que le clivage que l'on veut accuser dans la structure du Canada français est en fait le clivage constitutif, parfaitement normal, de toute société moderne qui se respecte. Loin que la modernité ait pris ailleurs la forme d'un pur déploiement désincarné de la rationalité instrumentale, de l'État de droit procédural et de l'idéologie individualiste, dit Thériault, elle a impliqué partout, comme au Canada français, la conjonction des réserves de la tradition et des forces de la modernisation.

— Bref, le Canada français n'était pas anormal d'avoir des « réserves de tradition »; toutes les sociétés modernes en ont!

— Mon cher Gilles, tu comprends dès lors ce qu'il y avait de louche dans le fait de demander le rejet du Canada français au nom de la modernisation.

— J'imagine que le génie de Thériault se porte alors, en suivant son élan, à la défense de la tradition catholique universelle?

— Justement pas!

— Tu me niaisais?

— Dans l'économie de sa réfutation théorique, Joseph-Yvon Thériault ne parle pas une seule fois de l'Église. Loin d'être l'essence de l'anomalie canadienne-française, elle n'a été selon lui, je te l'ai dit, qu'un épiphénomène parfaitement normal. Il a donc parfaitement raison de négliger le fait que les réserves de tradition qui ont fait le siècle canadien-français n'étaient pas un produit du cru, mais des réserves en grandes parties importées, ultramontanisme inclus. Il a aussi parfaitement raison de négliger comme quantité infime le fait que ces réserves de tradition soient devenues de puissantes superstructures institutionnelles capables d'agir à la grandeur du Canada et de l'Amérique du Nord-Est. Et il a, finalement, encore raison de ne pas s'embêter des circonstances politiques qui mirent les « réserves » en question en position de jouer un rôle politique de premier plan au sein de cette petite nation francophone d'Amérique.

— Laisse-moi résumer : à une pensée qui joue trop habilement du clivage entre normalité économique et anomalie idéologique, Thériault va opposer une théorie du caractère « normal » de cet écart de normalité et il va réintégrer la « substance » et « l'intentionnalité » du Canada français dans sa

pleine normalité, démocratique et moderne.

— Se trouvera dès lors pleinement justifiée son injonction à faire retour à l'esprit de la nation française d'Amérique et à abandonner cette voie sans issue qu'est le Québec de la modernisation infinie!

— C'est prodigieux!

— Je le pense aussi.

Un silence se fit. J'en profitai pour commander deux autres bières. Tout comme l'appétit vient en mangeant, la discussion nous avait mis en verve. Les propos de mon ami m'ouvraient un monde dont je ne soupçonnais pas l'existence et j'avais hâte de retourner chez moi pour me mettre à la lecture de deux auteurs aussi importants.

— Il y a là une dense et riche matière sur laquelle méditer, finis-je par dire. Mais j'hésite à trancher, je le confesse bien humblement, entre Beauchemin et Thériault, tant leurs livres me paraissent impeccablement construits. Il faudrait peut-être tout d'abord que je me décide franchement en faveur d'une voie : faut-il, pour sauver l'avenir du Québec, y absorber la substance du Canada français, ou bien plutôt quitter l'avenir postmoderne du Québec pour retourner vers l'avenir moderne du Canada français?

— Le choix est encore plus difficile que tu ne le crois. Car aux deux premiers auteurs dont nous avons parlé jusqu'ici s'en ajoute un troisième.

— Diantre! Tu me cachais un troisième soleil? Ce livre est-il aussi fort que les deux premiers?

— Certes.

— Appuie-t-il Beauchemin ou Thériault?

— Ni l'un ni l'autre.

— Dis-moi vite, malgré tout, puisque tu veux aujourd'hui m'enseigner qu'on ne peut grandir qu'à souffrir : qui est cet auteur? Et que propose-t-il?

— Je ne te tiendrai pas en haleine. Le troisième ouvrage de la trilogie est *Passer à l'avenir* de Jocelyn Létourneau. Cet ouvrage, dont le titre annonce déjà une réponse à ta question, porte comme sous-titre *Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*. De tous les ouvrages récents voués à la mémoire vivante des racines, voilà très certainement le plus altier et le plus généreux, celui où l'action réelle des ancêtres a été reçue par la raison sensible la mieux informée du devoir de l'historien de transmettre aux siens leur héritage, celui où se trouve le mieux affirmé le désir de l'historien de leur permettre de passer à l'avenir et d'atteindre, grâce à une mémoire heureuse, l'état sociétal optimal. En aucun cas le capital de bonté, de sagesse, d'espérance, de beauté et d'amour du Canada français n'aurait-il pu tomber entre de meilleures mains. Si Jacques Beauchemin a pu évoquer en passant le rôle fondateur des historiens en rappelant que « la société canadienne française a trouvé *les moyens* », j'insiste, « de sa survivance dans le fait de se raconter son histoire », c'est sur le roc d'une théorie de la haute mission spirituelle de l'historien que se développe l'œuvre de Jocelyn Létourneau.

— L'historien n'est donc pas pour lui un archiviste ou, à l'autre extrême, un infatigable artisan de la vision d'ensemble?

— Oh! que non. L'historien est au contraire pour lui la « personne la plus qualifiée pour assurer l'accomplissement effectif du passé dans le présent ». Et donc pour choisir. Il reçoit pour rôle « de rappeler aux héritiers qu'ils ont le devoir de se souvenir d'où ils s'en vont » afin de permettre au passé

de passer. L'historien se trouve ainsi placé par Létourneau au centre du double dialogue liant les ancêtres et les héritiers : d'une part, il doit choisir, mais sans omission coupable ni préférence indue, les éléments du passé qui montreront l'action des ancêtres comme un « tremplin » et une « source de motivation » permettant aux héritiers de choisir leur avenir (mais sans avoir à répondre à une demande venue du passé qui les écraserait); de l'autre, s'adressant aux héritiers en tant qu'ancêtres de demain, il doit les enjoindre à produire un avenir ouvert, un avenir que leurs propres héritiers pourront recevoir tout en restant libres, eux aussi, de tout impératif qui leur serait asséné par la voix des tombeaux. Cher Gilles, me suis-tu? Véritable courtier de la liberté historique, l'historien doit en somme s'attaquer à la question suivante : « Comment se souvenir en oubliant et comment oublier en se souvenant? », afin que soit surmontée, tout au bénéfice de l'avenir, la tension entre l'ancien et le nouveau.

— Je vois que l'entreprise n'est pas sans analogie avec celle du ministère de la Pensée de 1984.

— Oui, mais une différence de taille les sépare heureusement; ici, c'est la liberté et le bonheur des siens qui président au travail de ce ministre du temps qu'est l'historien.

— J'en conclus donc que la tâche de l'historien n'en est que plus délicate, le ministère du temps faisant corps ici avec le ministère de l'amour.

— C'est peu dire. En somme, sa responsabilité est immense.

— Comment en serait-il autrement!

— L'historien doit certes, pour s'acquitter de sa tâche, aimer le pays, aimer les ancêtres et aimer les siens; mais il doit aussi, sans nier sa responsabilité de contribuer « à l'édification d'une conscience collective qui soit réconfortante et libératrice pour les siens », rester à distance des romans de la fatalité historique où ceux-ci risquent de s'enfermer. Pour cela, il doit se soustraire « aux sirènes de l'appartenance » par où le passé d'un groupe veut se subordonner la vie des membres actuels de ce groupe. Le lieu incontournable de la responsabilité de l'historien, en somme, est celui de l'intellectuel, ce lieu plein de tensions entre « le savoir et le politique ». Tiens! Je me rappelle à ce propos un passage du livre, celui où Létourneau écrit : « Il ne saurait y avoir de pratique scientifique qui ne soit définie hors d'une interpellation politique et morale endossée par l'interprétant et médiatisée par une éthique collective de la responsabilité ». N'est-ce pas bien tourné?

— Serait-ce donc seulement lorsqu'un historien a fait état des « interpellations » qu'il endosse et assume que le commun des mortels peut lui faire vraiment confiance?

— Dans le cas de Létourneau, la chose ne fait aucun doute : cet homme écrit pour « assurer au monde un devenir heureux à partir d'une position d'espérance », pour donner aux héritiers « un avenir meilleur et porteur » et pour favoriser l'élévation du groupe québécois; pour tout dire, Létourneau veut voir se réaliser au Québec la meilleure société possible et il veut y arriver en favorisant la préservation de « l'état sociétal de concorde honorable » qui y règne actuellement.

Ceci me parut particulièrement intéressant.

— Ces visées de la science ne laissent pas d'être surprenantes, dis-je d'un air songeur pour faire baisser un peu l'émoi poétique de mon ami. Je me console cependant de savoir que l'éthique collective de la responsabilité qui attache ainsi l'historien Létourneau au respect du *statu quo* et à son amélioration en vue « du bonheur des hommes et des femmes » permet aux siens de comprendre qu'ils n'ont pas affaire ici à un parolier qui voudrait mettre l'histoire au service d'une cause.

— C'est à croire que tu l'as lu lorsque tu emploies le terme « parolier »! Car Létourneau n'aime pas les « paroliers ». L'usage de ce vocable s'accompagne presque toujours chez lui, tu le verras quand tu l'auras lu, d'une pointe de colère, surtout lorsqu'ils sont « petits et grands ». Ce qu'il faut, selon lui, c'est que les « embrayeurs narratifs » qui commandent la production du récit et les « ingénieuses

ressources » de la science qu'ils mobilisent dans la mise en narration de la mémoire, reçoivent de la posture éthique dont il fait un exposé transparent la garantie de leur valeur pour le groupe. La pratique scientifique, ainsi recouverte des atours d'une éthique du bonheur collectif et portée par une âme belle, pourra alors se déployer en toute liberté.

— Cela est juste et bon. Reste que, cher ami, une fois mis au point les principes éthiques selon lesquels doit se faire la mise en narration du passé, il faut encore produire le récit lui-même et, donc, énoncer concrètement les embrayeurs narratifs qui y pourvoient. Vaste programme.

— Tu touches du doigt toute la difficulté. La chose en effet est loin d'être simple vu que « le pays » dont Létourneau veut aimer les ancêtres et qu'il veut aider à *passer à l'avenir* est très difficile à définir. Il a dû revenir à plusieurs reprises sur la définition du sujet historique du principal récit qu'il a mis en forme — le récit de l'ambivalence d'êtres — afin d'en préciser la compréhension et l'extension. Parfois négligemment désigné comme « Québécois », le sujet auquel se réfère le récit de l'ambivalence d'êtres se trouve la plupart du temps indexé d'une parenthèse qui le dit « francophone du Québec », quand il n'est pas tout simplement désigné par son nom propre grâce à la très belle expression de « Groupe Franco-Québécois d'Héritage Canadien-Français ».

— Elvis Gratton n'aurait pas mieux dit! Je devine déjà que notre historien s'est fait l'inventeur d'une semblable formule identitaire et d'une semblable tendresse pour désigner enfin correctement les Autochtones québécois d'Amérique d'héritage sauvage. Et peut-être aussi les Anglo-Canadiens d'héritage québécois de Montréal. Suis-je emporté d'enthousiasme par la précision de notre ménestrel? Arrête-moi s'il le faut, car je parlerai bientôt des Néo-Canadiens allophones québécois d'héritage multiple!

— Mon ami, j'ai peur que la perspicacité de tout à l'heure ne t'ait abandonné. C'est des « siens » et des siens seulement que Létourneau veut dire ici la vérité. Et c'est la grande précision de la référence aux siens, c'est-à-dire de la référence au groupe d'héritiers dont il veut mettre en forme la mémoire, qui lui permettra ensuite d'avoir les coudées franches dans le domaine confus des désignations « du » Québec et de jeter là aussi de précieuses et définitives lumières.

— Jean-Pierre, interjetai-je, m'annonces-tu que quelqu'un nous dira enfin ce qu'est le Québec?

— Ni société globale, ni peuple, ni nation, dit Létourneau, le Québec est tout simplement une « formation sociale », c'est-à-dire une entité qui articule ensemble, mais pas entièrement, les trois niveaux contradictoires que sont la sociabilité, la communauté culturelle d'appartenance et la société civile instituée.

— « Formation sociale »? Cela me rappelle l'utilisation du terme par les marxistes althussériens pour désigner « les totalités structurées à dominance » où la pensée bourgeoise croyait jadis voir des « sociétés »!

Mon ami ne sembla pas m'avoir entendu. Il enchaîna immédiatement :

— Pour Létourneau, il suffit de distinguer soigneusement la formation sociale du Québec du groupe d'appartenance franco-québécois d'héritage canadien-français afin de donner toute leur portée aux thèses de l'ambivalence d'êtres et à la production des connaissances, comme le dit l'auteur, qui en découle.

— Et où tout cela mène-t-il?

— C'est ici que se trouve le cœur de la révolution de la mémoire collective lancée par Jocelyn Létourneau. Contre une mémoire collective souffrante, combattante, victimaire, fatigante, mortifiante, perdante, trahie, menacée et petite, et contre une mise en récit qui continue, au nom de la pénible histoire du groupe canadien-français, à appeler le Groupe franco-québécois d'héritage

canadien-français à la loyauté, au combat, à l'achèvement, à la revanche, à l'affirmation, au ressentiment, à la nation, à l'État, à l'indépendance et, pour tout dire, à l'existence, Jocelyn Létourneau a voulu montrer l'inexistence de ce destin souffrant, l'inexistence de tous ces beaux malheurs unilatéraux et structurants, et l'inexistence de l'existence prétendument inachevée du GFQDHCF (si tu me permets d'user dorénavant de cet acronyme).

— Bien sûr. Mais pour arriver à montrer cela, il devait penser à nouveau frais l'histoire réelle de ce GFQDHCF et s'engager ainsi dans une révolution copernicienne!

— Songes-y un peu, cher Gilles : quand Beauchemin rappelle avec une belle et juste radicalité que « la société canadienne-française a trouvé les moyens de sa survivance dans le fait de se raconter son histoire », il faut voir aussi que c'est effectivement par le moyen de cette histoire-telle-que-racontée qu'elle a survécu (celle de sa conquête, des ses défaites, de son oppression, de ses résistances, de ses misères et de ses interminables luttes), et qu'ayant survécu par l'opération de cette narration, étant le produit de cette narration, le GFQDHCF d'aujourd'hui n'est rien d'autre, pour son malheur, que cette opération faite réalité, la réalité en acte de cette narration-souffrance-là. Comment, dès lors, arriver à penser, derrière cette histoire sainte, l'histoire « réelle » de ce groupe quand il est, *dans son existence même*, la réalisation de l'histoire sainte que ses paroliers lui ont imposée? Comment retrouver la vérité d'une chose dont l'existence même est le produit d'une narration mensongère? D'où le fait que Létourneau, se trouvant ainsi placé devant une histoire *réelle* proprement « impensable », ait dû prendre sur lui « d'impenser » l'histoire *souffrante* qui avait fabriqué le groupe. Penser le mensonge réalisé, en effet, cela revient à *impenser* le déjà pensé, à le penser à rebours de son être et, pourrait-on dire encore, à le dé-penser.

— Pour le repenser et le refaire?

— Mais pour le refaire conformément à ce qu'il est vraiment!!!

Je restais songeur une minute pendant que mon ami savourait l'effet de ses dernières paroles. Mille questions tourbillonnaient dans ma tête. « Oh! là là, me dis-je à part moi, nous sommes ici dans le domaine de l'épistémologie avancée et j'ai la tête qui vacille sur son socle ». Pour cacher mon trouble, je me résolus à demander un peu naïvement à mon ancien camarade de classe :

— Mais si l'existence même du GFQDHCF est la preuve de la narration fautive par laquelle il existe, si son être est en fait l'effectivité même de la narration historique erronée, sur quelle base et selon quelle audace peut-on entreprendre d'impenser légitimement cette effectivité?

— Je ne te laisserai pas languir et te répondrai tout de go. La réponse de Létourneau coule de source et, en un sens, elle constitue l'alpha et l'oméga de sa révolution. On peut faire une telle chose sur la base d'une autre effectivité, tout aussi massive et tout aussi incontournable : c'est que le peuple ne veut pas du destin (de l'accomplissement, de l'achèvement ou de la solution finale) que les paroliers de son histoire nationale souffrante ont voulu mettre au programme de son être. Voilà! On lui a construit un passé de batailles pour l'autonomie afin de maintenir en lui l'aspiration à un accomplissement *dont il ne veut pas*. Car le GFQDHCF se contente très largement, à tous les détours de son histoire et encore plus aujourd'hui, de la survivance réelle et confortable que la narration de son combat lui assure. Alors que ses paroliers, petits et grands, s'affairent jusqu'à plus soif à réitérer les souvenirs du mépris et de la haine où il s'est trouvé pris, à faire entendre dans les défaites de jadis l'appel des pères à la loyauté des fils, à attiser avec de maigres victoires l'espérance de la libération, de l'émancipation, de la victoire finale et de l'indépendance, le groupe réel, lui, profite tranquillement des deux côtés de la médaille que ce discours veut rendre « unilatérale » et il se paye, dans le dos des historiens de son malheur, le beurre et l'argent du beurre. Grâce à la « sagesse réflexive des anciens », le vrai peuple se tient sur la ligne « du risque calculé » et il pousse ses pions, armé de sa « raison sensible ». Lui, en réalité, il luttait à la fois contre les Anglais (avec ses paroliers), et pour les Anglais

(avec son confort), contre l'Empire (avec ses professeurs) et pour l'Empire (avec les premiers ministres issus de sa race); et encore aujourd'hui il lutte contre le Canada (avec ses ministres des finances provinciaux) et pour le Canada (avec ses agences de publicité). Entre ses rébellions occasionnelles, il aime surtout son « confort et son indifférence » et il donne, « avec contentement, son consentement ». Il boit avidement l'idéalisme de ses paroliers mais il cuve pragmatiquement la petite bière de ses maîtres, sourd alors aux « sirènes de la délivrance salvatrice ». L'histoire de ce groupe a donc consisté en la recherche « d'une position intermédiaire optimale, satisfaite et tranquille, entre le spectre de l'assimilation et celui de la marginalisation ». Gilles, n'est-ce pas piquant de vérité? N'y a-t-il pas chez Létourneau une altière compréhension de la sagesse des siens? Au fond, nous dit Létourneau, « le lieu d'êtres historique des Québécois a toujours été le centre, plus précisément l'ambivalence », et la formule politique par excellence de cette ambivalence est la rébellion.

— La rébellion comme formule politique de l'extrême centre???

— Mais qu'est-ce en réalité qu'une rébellion sinon « l'expression d'un refus de trancher une fois pour toutes entre des possibilités jugées ni complètement bonnes ni complètement mauvaises »? Est-ce autre chose qu'une « démarche politique qui permet à un groupe de se resituer dans un lieu d'être acceptable entre des positions extrêmes... »? Par cette définition audacieuse et créative de la rébellion, Létourneau montre bien que rien n'échappera désormais à la thèse de la fondamentale ambivalence d'êtres du GFQDHCF et que l'historien, en mettant de côté les détails de la structure sociale de son peuple pour se saisir directement des structures de son esprit et de son âme, se donne les moyens de détecter ainsi « des états collectifs d'êtres » d'une profondeur inouïe et d'écrire sur cette base un roman national qui explique bien des choses. Ah! ha! Car nous touchons ici au roc! Pour Létourneau, le GFQDHCF, comme l'avenir le prouve à chaque jour, ne veut tout simplement pas sortir de son ambivalence d'êtres parce que cette ambivalence d'êtres est son être réel. L'ancien récit de son désir présumé d'indépendance doit donc faire place à de nouvelles paroles qui porteront vers l'avenir cette ambivalence d'êtres et qui feront d'elle, un jour, la réalité advenue d'une révolution de la pensée historique qui sort aujourd'hui de la plume de Létourneau. L'ambivalence d'êtres du peuple, au lieu d'être niée par les paroliers, aura alors été réalisée par un authentique récitant. Entre le passage à la société québécoise par le détour du Canada français et le retour au Canada français à partir de la société québécoise, voici donc un historien qui nous dit enfin : ni l'un ni l'autre, car les deux à la fois!

— Après Garneau, Létourneau!

— Concrètement, cela veut dire que la quête d'affirmation du GFQDHCF « n'est pas incompatible avec l'existence d'un Canada réuni », puisqu'elle est une *quête d'ambivalence*. Jocelyn Létourneau, qui est très certainement le premier intellectuel à avoir compris en profondeur la pensée de Robert Bourassa et à l'assumer, a des mots d'une belle audace pour justifier la permanence de ce lien canadien et pour annoncer sa solidité, au moins pour l'avenir prévisible. Je n'hésite pas à le citer de mémoire : « À l'aube du XXI^e siècle, on ne peut tout simplement plus penser l'avenir de la collectivité québécoise en l'envisageant à partir des catégories centrales d'un discours et d'une épistémè qui trahissent le refus, de la part de ceux qui les utilisent, de prendre acte des formidables mutations qu'a connues le Québec depuis quarante ans, qui contestent le potentiel d'accomplissement contenu dans le double ancrage des Québécois à la bitte canadienne et au bollard du Québec, et qui présentent le Canada comme étant un obstacle à l'épanouissement des Québécois plutôt qu'un tremplin supplémentaire leur permettant de rayonner. »

— Bollard? Bitte? Qu'est cela?

— On voit bien que tu n'as jamais navigué, cher ami. Le bollard étant généralement fixé au sol et la bitte au navire, l'image est pourtant d'une saisissante efficacité : elle nous montre un GFQDHCF rayonnant, solidement agrippé à son bollard, jetant des amarres vers la bitte du Canada pour l'empêcher

de dériver sur les eaux glaciales du continent.

Depuis quelques instants déjà, je regardais par-dessus l'épaule de mon ami. Par la grande fenêtre du *Café du monde*, je voyais l'Île d'Orléans. Tel un gigantesque Canada ne se doutant point du danger, je la sentais empêchée de partir à la dérive par les liens puissants qui l'attachait aux pieds du Château Frontenac. Quand je revins à moi, mon ami me serrait la main en prenant congé à la hâte.

— ... car j'ai un rendez-vous dans quelques minutes et je ne tiens pas à arriver en retard.

Ce survenant avait laissé sur la table une adresse Internet. Je sortis à mon tour en prenant mon temps. La lumière avait changé. Je suivis un peu le fil de mes pensées pour voir où elles allaient. Je refis à quelques reprises la conversation, inventant des suites, cherchant la conclusion. Je me retrouvai dans le port, adossé aux élévateurs, envahi par la douce odeur des grains fermentés, quelque part entre le fumier, la bière et les prés. Puis le soir descendit et la silhouette de la ville émergea lentement du fatras des couleurs du jour.

Gilles Gagné*

NOTES

1. L'auteur tient à remercier Jean-Philippe Warren pour l'aide qu'il a apportée à l'édition de ce texte pour la revue *Argument*.

* Gilles Gagné est professeur au Département de sociologie de l'Université Laval. Il a publié de nombreux travaux, entre autres sur l'éducation (G. Gagné, dir., *Main basse sur l'éducation*, Québec, Nota bene, 2002), la postmodernité et la politique québécoise (avec S. Langlois, *Raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal, P.U.M., 2002). Il prépare actuellement un ouvrage sur les politiques du ministère de l'Éducation du Québec, et un autre sur la transition postmoderne.

2. J. Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB, 2002.

3. Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Boréal, 2000.

4. Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB, 1999; et *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde. Essai d'histoire comparée*, Montréal, Boréal, 2000. Même si les idées de Létourneau ont été élaborées, comme il le souligne, alors qu'il était *fellow* à Princeton en 1997-1998, c'est essentiellement contre ces deux ouvrages, publiés après leur élaboration, qu'elles ont trouvé à s'exprimer.

5. Claude Bariteau, *Québec, 18 septembre 2001*, Montréal, Québec-Amérique, 1998.

6. Michel Seymour, *La nation en question*, Montréal, L'Hexagone, 1999.

7. Joseph-Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec-Amérique, 2002.